



Tableau de bord de l'industrie française

Octobre 2007

Document réalisé par
Coe-Rexecode



Tableau de bord de l'industrie française

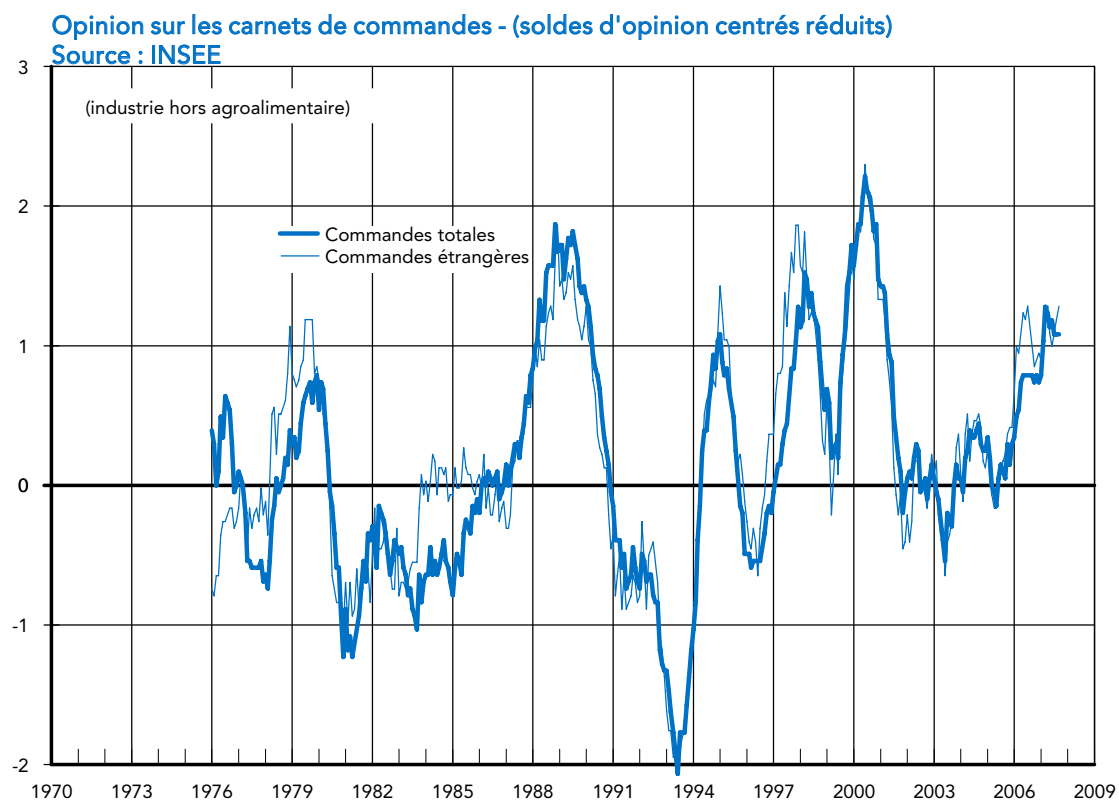
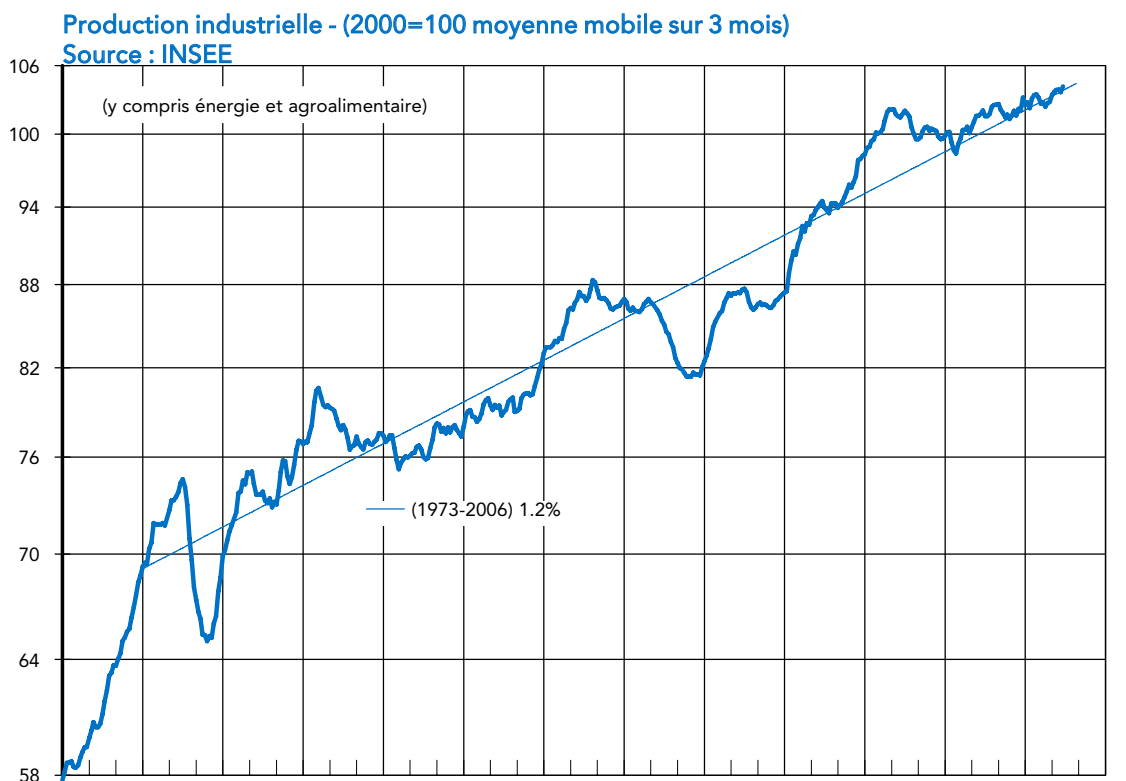
Tendances

	Pages
Production et commandes industrielles	3
Echanges extérieurs et consommation de produits industriels	5
Facteurs de production	7
Prix et trésorerie	9

Performances comparées

Tendances comparées de la production	11
Facteurs de la compétitivité - Prix	13
Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales ...	15
Position des produits français sur les marchés extérieurs	17

Production et commandes industrielles



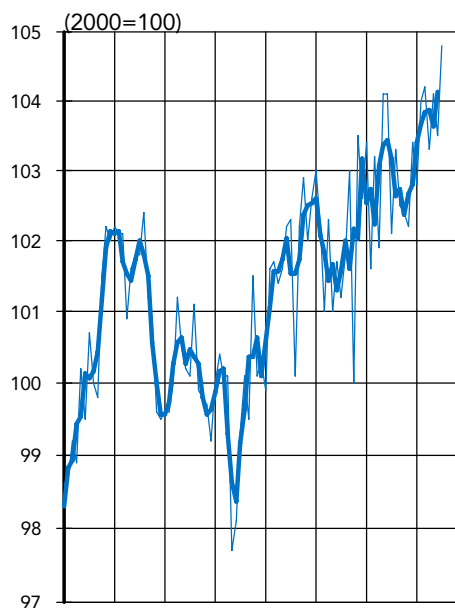
Production et commandes industrielles

Après avoir connu un trou d'air au cours du second semestre 2006, la production de l'ensemble de l'industrie s'est redressée à partir du début de l'année 2007. Exprimée en glissement sur un an et calculée en moyenne mobile sur trois mois, sa progression ressort à 0,7 % en juillet, dernier point connu. A cette date, l'indice de la production industrielle n'excède que de 2 % son niveau record qui avait été inscrit six ans plus tôt au printemps 2001.

Cette faible progression de l'activité industrielle masque d'importantes divergences selon les secteurs. D'une part, l'industrie automobile n'a fait qu'enrayer le recul de son niveau d'activité amorcé en 2005 et voit son indice de production se replier encore de 4,6 % sur un an. D'autre part, le secteur des biens d'équipement continue de tirer parti du redémarrage de l'investissement productif qui s'est opéré dans l'ensemble de la zone euro. Sur les trois derniers mois connus, son indice de production industrielle a avancé au rythme de 4,2 % l'an par rapport aux trois mois précédents et de 1,8 % sur un an. Les autres secteurs (biens intermédiaires, biens de consommation et agro-alimentaire) se répartissent au milieu de ce spectre avec des progressions annuelles proches de 1 % sur un an.

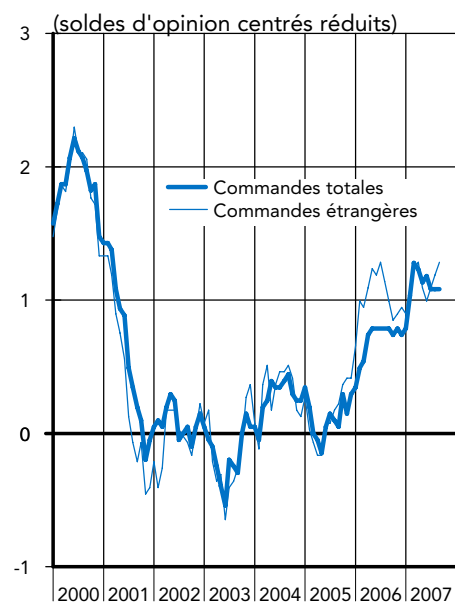
Cette croissance modérée de l'activité se réconcilie mal avec des données d'enquête qui suggèrent que l'activité aurait été un peu plus soutenue que celle relevée par les indices de production. La dernière enquête en date a été effectuée en septembre alors même que la crise financière de l'été s'était déjà propagée et que l'euro s'envolait déjà vers de nouveaux points hauts. En dépit de ses aléas baissiers, les chefs d'entreprise du secteur industriel jugent leurs carnets de commandes encore étoffés et ils apparaissent plutôt optimistes quant à leurs perspectives personnelles de production. ■

Indice de la production industrielle (1)



(1) y compris énergie et agroalimentaire

Opinion sur les carnets de commandes (2)

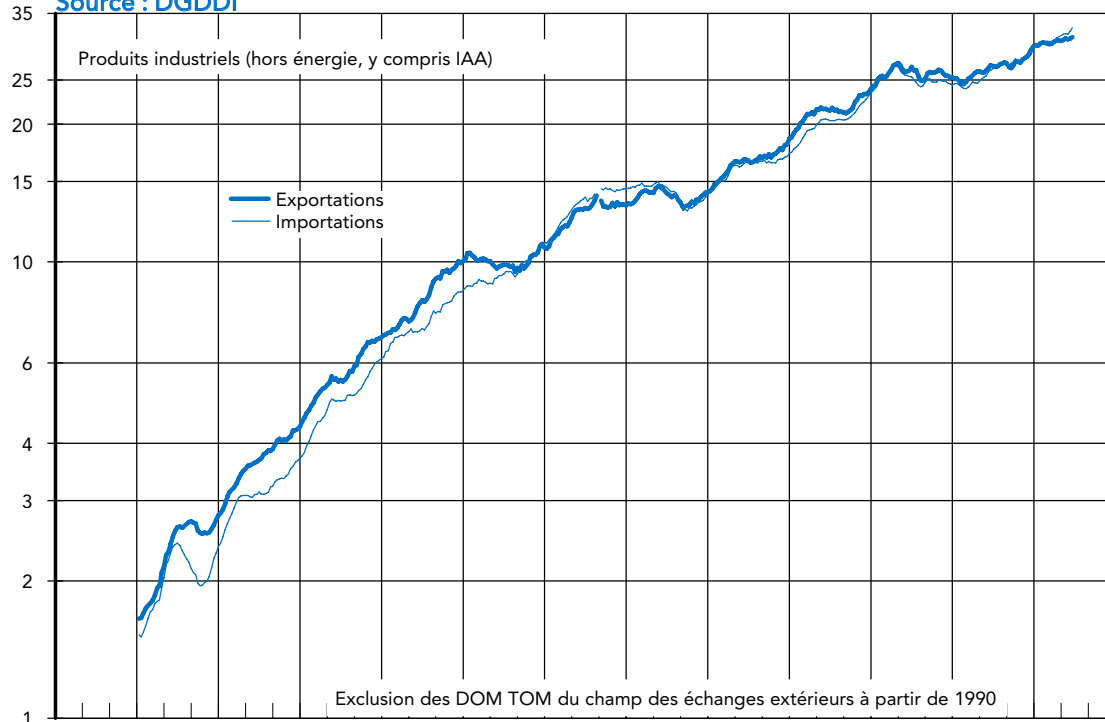


(2) industrie hors agroalimentaire

Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

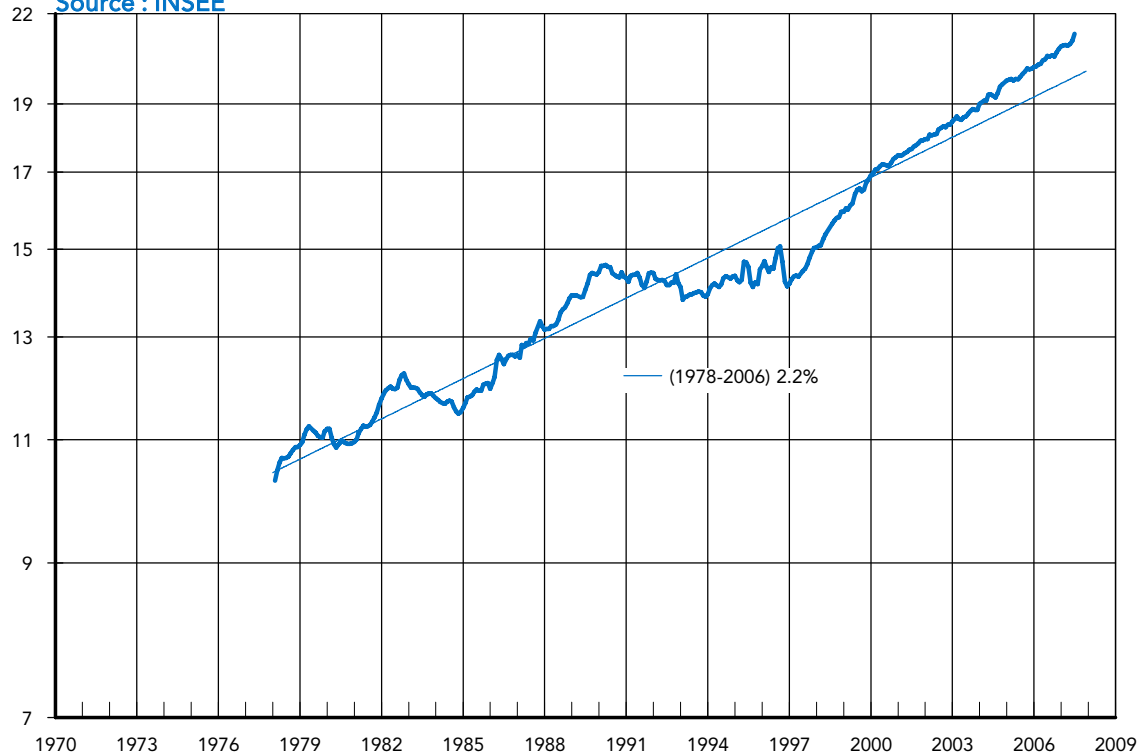
Commerce extérieur - (milliards d'euros)

Source : DGDDI



Achats de produits manufacturés par les ménages - (volume - mrd d'euros, prix chaînés)

Source : INSEE

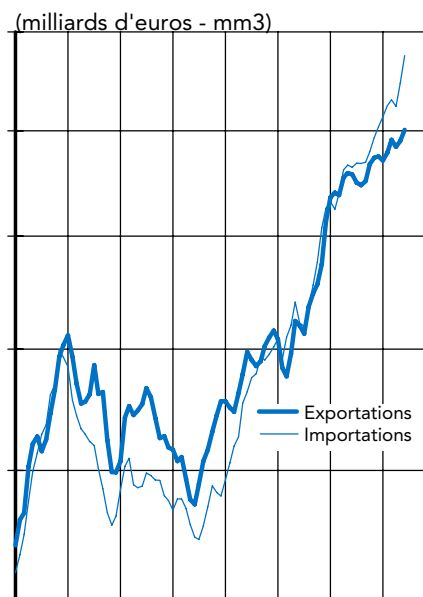


Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

La reprise des exportations intervenue à partir de l'automne 2005 est restée transitoire. Depuis un an, la progression des exportations de produits industriels s'est tassée pour ne plus ressortir qu'à hauteur de 2,3 % sur un an en juillet contre plus de 10 % l'année dernière à la même période. L'appréciation de l'euro à partir du début 2006 s'est combinée au piétinement des exportations de l'industrie automobile comme des ventes d'Airbus pour peser sur la progression des exportations de produits industriels. Les exportations françaises avaient également été soutenues en 2006 par des flux vivement croissants à destination de l'Allemagne, flux expliqués en partie par des achats effectués en anticipation de la hausse de la TVA intervenue en début d'année. Cet aléa positif a disparu et les exportations françaises vers l'Allemagne ont ralenti à + 3,5 % sur un an en juillet. Ce tassement des exportations n'empêche pas les importations de rester soutenues (7,2 % sur un an et même 11,7 % l'an au cours des trois derniers mois connus). En conséquence, le déficit des échanges extérieurs de produits industriels s'est creusé. En ressortant à 17,8 milliards d'euros en rythme annuel en juillet, il a dépassé son précédent record à la baisse.

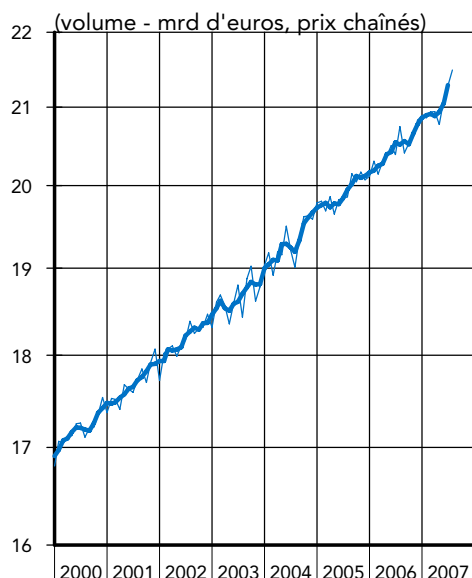
A l'inverse, les achats de produits manufacturés effectués par les ménages demeurent un moteur indéfectible de la demande et, ce, depuis près de dix ans. Ces derniers ont même de nouveau accéléré à l'été 2007 (3,6 % sur un an en août), sous l'effet principalement de la progression des achats de produits d'électronique grand public (32,4 % sur un an). Le dynamisme de la demande des ménages continue de soutenir en premier lieu les importations et non pas les producteurs installés en France. De la fin 2000 à la fin 2006, la consommation des ménages en biens de consommation a progressé de 20 %, les importations de ce type de biens ont avancé de 62,5 % et celle de la production sur le territoire de seulement 5,4 %.

Commerce extérieur industriel (*)



(*) produits industriels (hors énergie, y compris IAA)

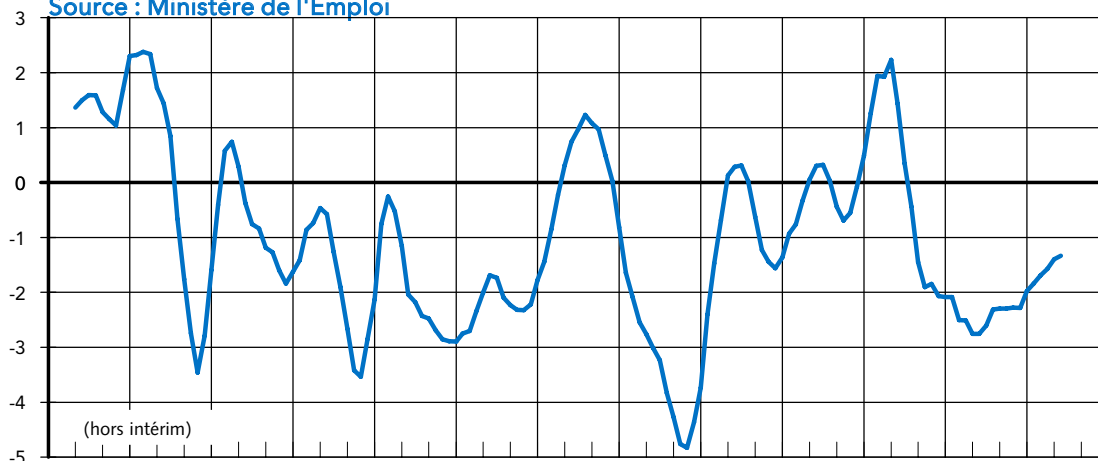
Achats de produits manufacturés par les ménages



Facteurs de production

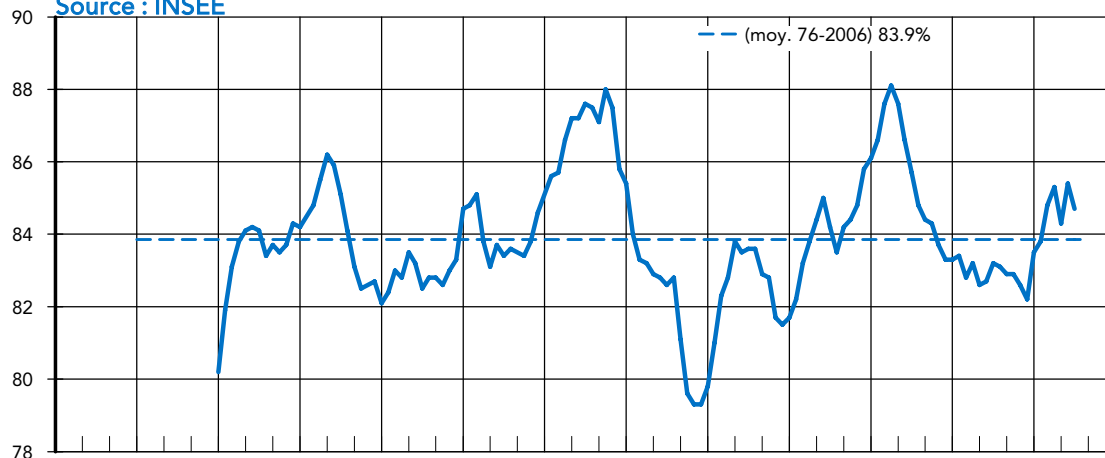
Emploi salarié dans l'industrie - (glissement annuel - %)

Source : Ministère de l'Emploi



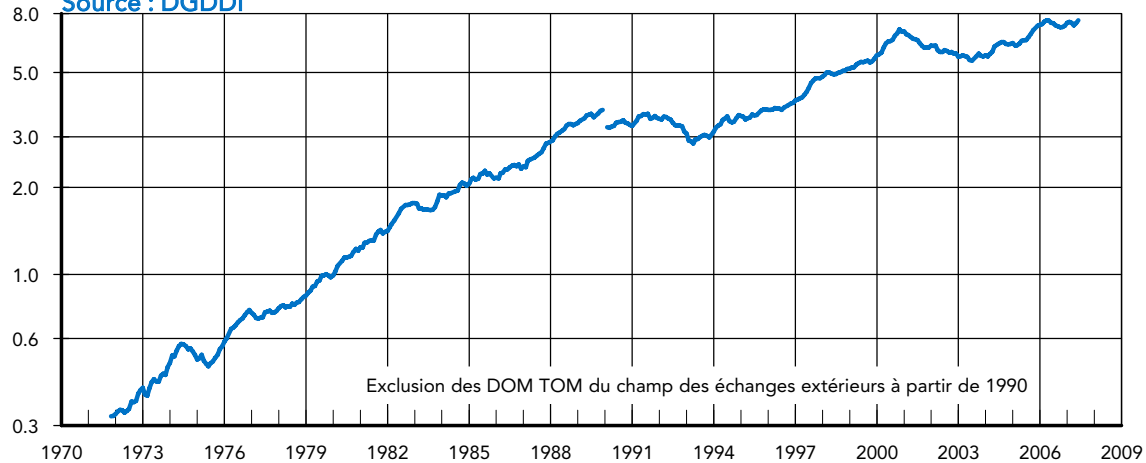
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière (%)

Source : INSEE



Importations de biens d'équipement professionnels (milliards d'euros)

Source : DGDDI

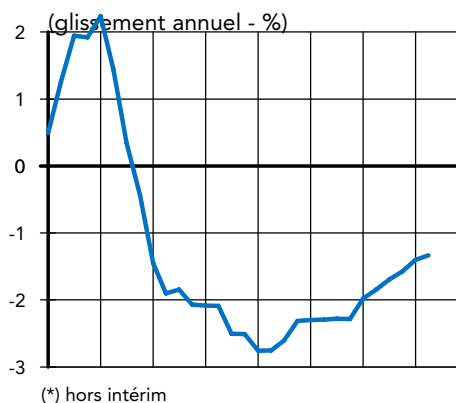


Facteurs de production

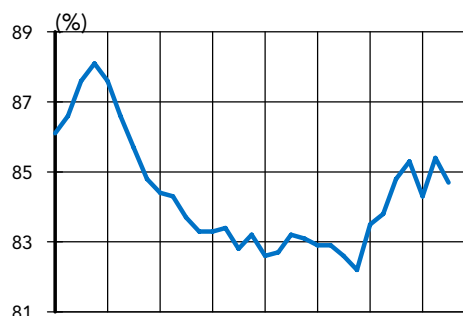
Le recul des effectifs industriels directs (hors intérim) s'est poursuivi depuis le début de l'année mais à un rythme qui va en se modérant. Au cours du premier semestre, 21 200 emplois directs ont été perdus dans les entreprises industrielles (contre 28 800 lors du semestre précédent), soit 0,6 % des effectifs. Le recours aux missions d'intérim s'est par ailleurs renforcé en début d'année avant de fléchir quelque peu en juin et juillet. Ce nouveau recul de l'emploi industriel en France tranche avec la stabilisation des effectifs industriels observé dans l'ensemble de la zone euro depuis désormais trois trimestres. Interrogés en juillet dernier, les industriels implantés en France anticipaient alors une nouvelle modération des pertes d'emploi dans leur secteur. Par ailleurs, la progression du salaire mensuel de base dans l'industrie accélère lentement, ressortant à 2,9 % sur un an au terme du deuxième trimestre, contre 2,7 % en moyenne annuelle en 2006.

En dépit de la faible progression de l'activité, les industriels interrogés en juillet continuaient d'anticiper une progression de 4 % de leurs dépenses d'investissement en valeur (7 % dans la seule industrie manufacturière). Cette anticipation est encore à prendre avec beaucoup de précaution, de telles estimations effectuées en cours d'année étant fréquemment l'objet de révisions de grande ampleur. Plus encore, une progression de 7 % de l'investissement industriel manufacturier ne ferait que ramener les dépenses d'investissement à un niveau encore inférieur de 11 % à celui observé en 2001. Cette accélération des dépenses en valeur résulte en outre probablement tout autant d'un effet prix qu'elle n'est pas révélatrice d'une extension des capacités de production sur le territoire. Le prix de l'investissement de l'ensemble des sociétés non financières avance en effet à un rythme supérieur à 3 % depuis plus d'un an. ■

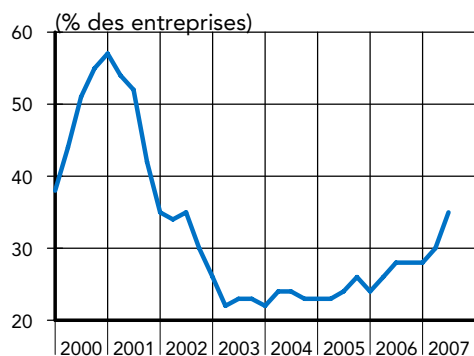
Emploi salarié dans l'industrie (*)



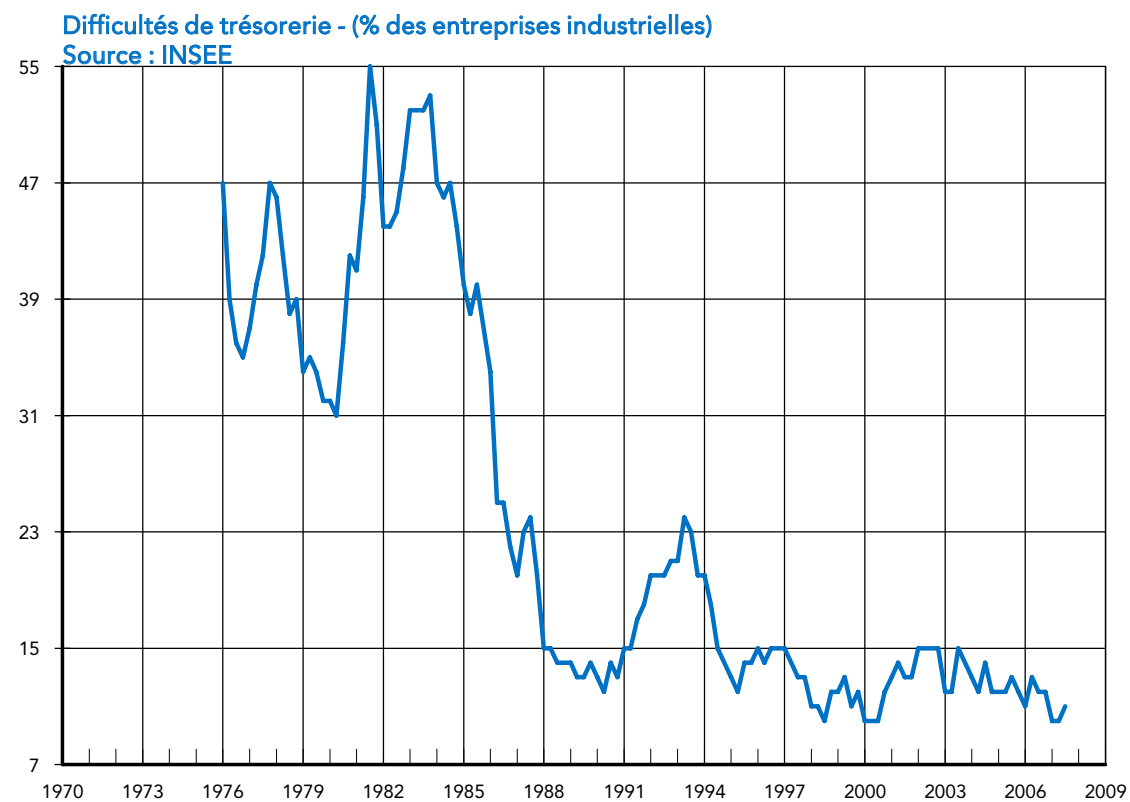
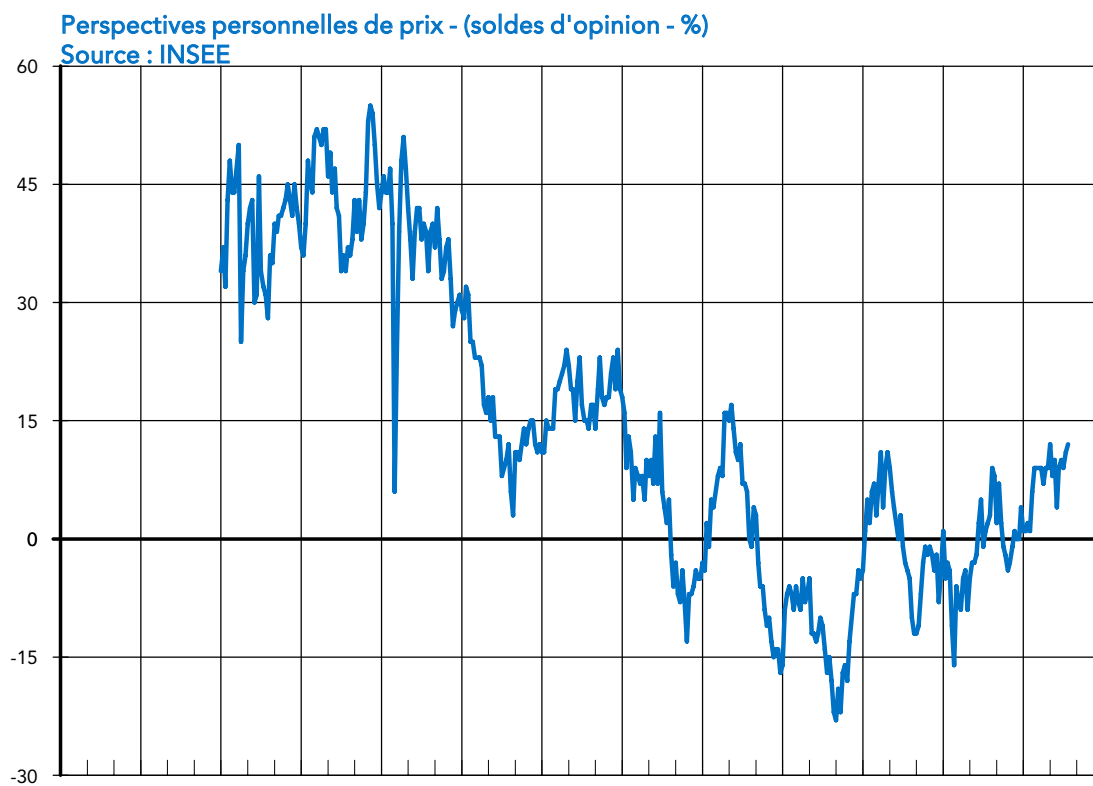
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Difficultés de recrutement dans l'industrie manufacturière



Prix - Trésorerie

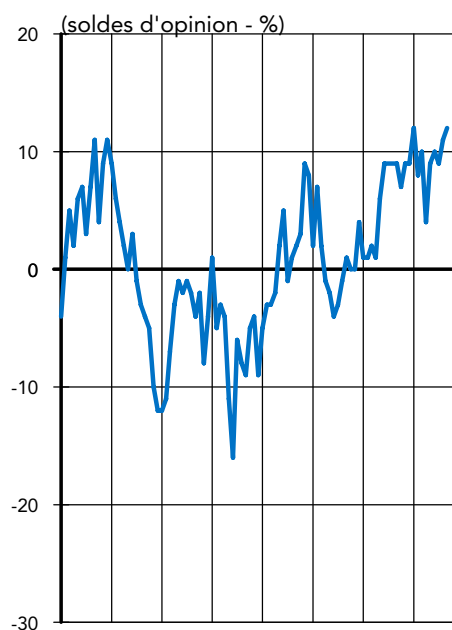


Prix et trésorerie

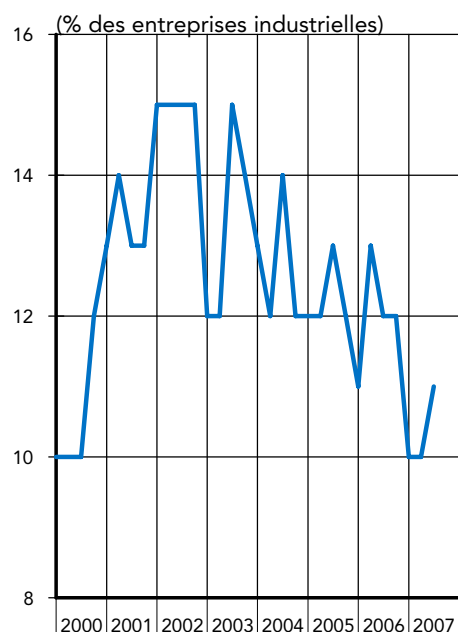
Le renchérissement des approvisionnements en matières premières n'a été qu'amorti par l'appréciation de l'euro. L'indice des prix des matières premières à usage industriel en euros progresse de 6,6 % sur un an en août, après avoir déjà progressé de plus de 30 % au cours de l'année écoulée. Ce choc de coût sur les approvisionnements n'est que partiellement répercuté dans les prix de vente des entreprises industrielles. Les prix à la production de l'industrie manufacturière avancent en effet moins vite que le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires de cette branche, prolongeant une tendance amorcée depuis plus de sept ans. Cette difficile répercussion en aval des chocs de prix subis en amont contribue à expliquer la lente progression des résultats d'exploitation des entreprises industrielles. Connus jusqu'au deuxième trimestre, ceux-ci avancent de 2,7 % sur un an. Ils restent encore inférieurs de près de 7 % (en valeur) à leur niveau de 2000. En dépit de ses résultats médiocres, le nombre d'entreprises se déclarant confrontées à des difficultés de trésorerie reste particulièrement faible.

La forte discipline des prix à la production industriels (dont l'indice établi pour l'industrie manufacturière hors biens intermédiaires ressort à 106,8 pour une base 100 fixée à 2000) a permis jusqu'à présent de modérer la dérive des prix mesurée au niveau du consommateur. Les prix des produits industriels manufacturiers consommés par les ménages n'ont en effet pas progressé de 1998 au mois d'août 2007. Toutefois, la montée généralisée des tensions sur les capacités de production installées dans l'industrie, que ce soit en Europe ou plus particulièrement en France, nourrit désormais les anticipations d'une progression un peu plus vive des prix que celle constatée depuis plusieurs années. ■

Perspectives personnelles de prix



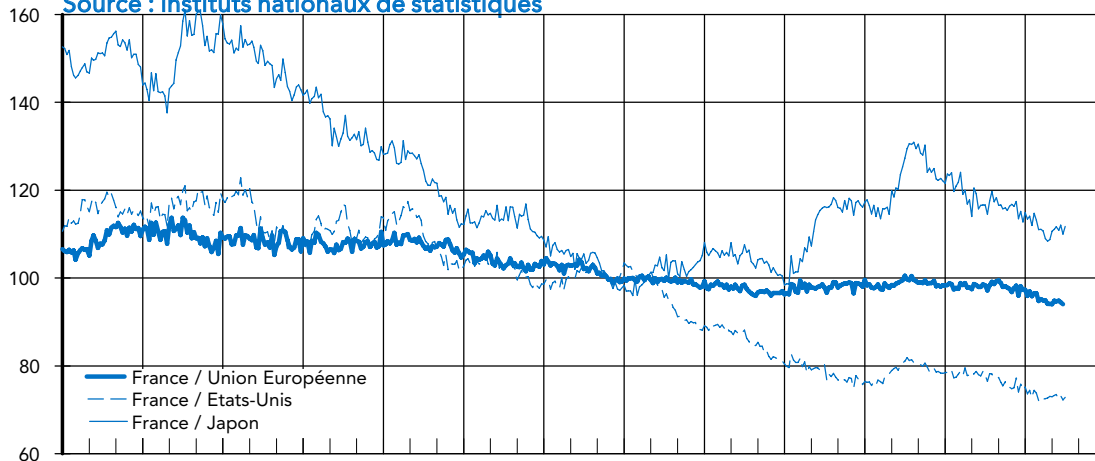
Difficultés de trésorerie



Production et commandes à l'industrie

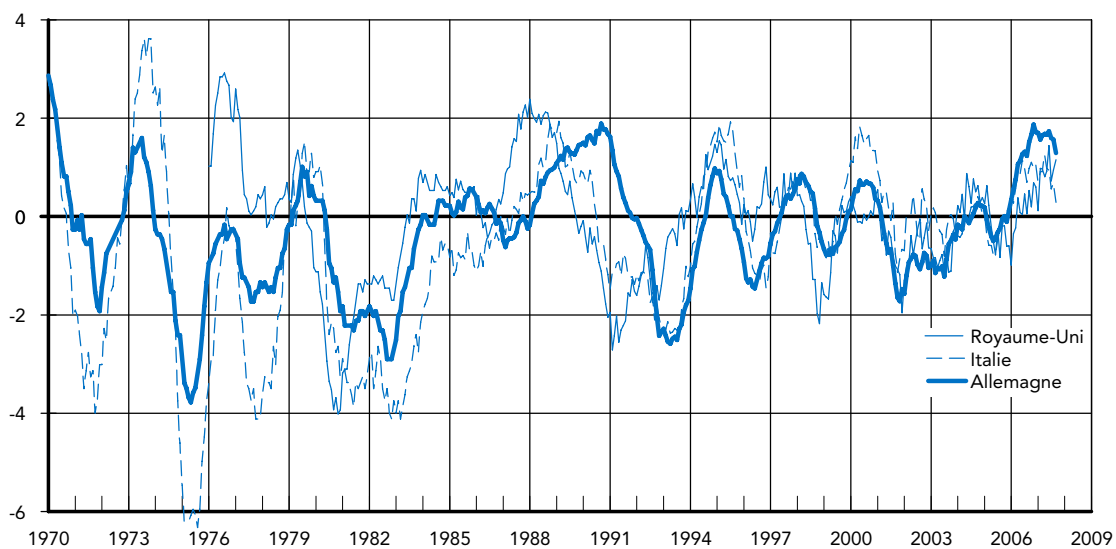
Indices comparés de production industrielle - (base 100 en 1990)

Source : instituts nationaux de statistiques



Enquête sur les carnets de commandes globaux (soldes d'opinion centrés réduits)

Source : Direction générale des affaires économiques et financières - Comm. européenne

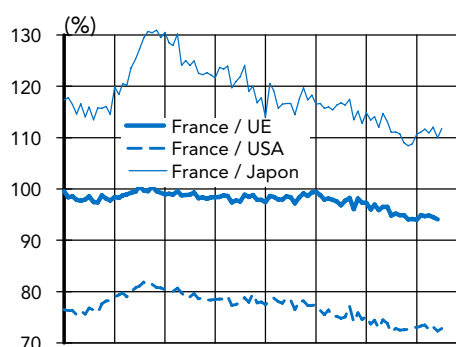


Tendances comparées de la production

La croissance de l'activité industrielle en France avait été la plus faible de l'espace européen en 2006 (Grèce exceptée). Depuis le début de l'année, l'affaiblissement de la conjoncture industrielle en Europe (+1,2 % pour l'indice de la production industrielle de la zone euro de décembre 2006 à juillet) a permis à la croissance industrielle française (+1,4 % au cours de la même période) de revenir dans le rang européen. Le retard de croissance que connaît l'industrie française est toutefois encore loin d'être comblé, il n'a fait pour l'heure que se stabiliser. Sur plus longue période, pour un indice basé à 100 en 2000, l'indice de la production industrielle ressort à 104,8 en France en août 2007, à 111,7 en moyenne dans la zone euro, à 118,4 en Allemagne et 109,8 en Espagne. Parmi les grands pays membres de la zone euro, seule l'Italie affiche des performances plus médiocres sur longue période, son indice ressortant seulement à 98,3 en août. Le décrochage de l'activité industrielle française depuis 2000 s'observe également relativement aux Etats-Unis comme par rapport au Japon.

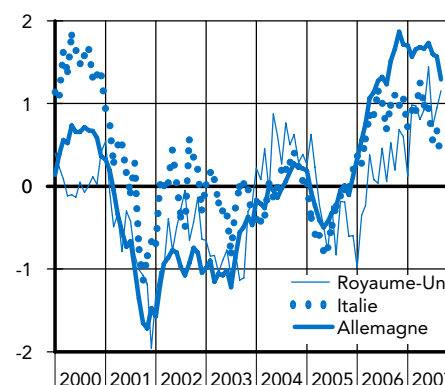
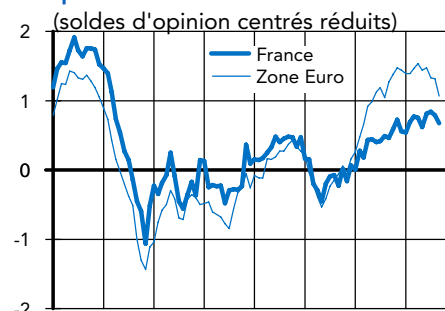
Le retard de croissance pris par rapport à l'ensemble de l'industrie européenne ne paraît pas devoir s'accroître, mais sans pour autant se résorber au cours des prochains mois. Les opinions des chefs d'entreprise européens quant au niveau de leurs carnets de commandes globaux se sont plutôt affaïssées dernièrement, depuis un point élevé, rejoignant ainsi l'appréciation un peu moins favorable portée par les chefs d'entreprises industrielles installés en France. En particulier, les opinions des industriels allemands quant au niveau de leurs carnets de commandes se sont nettement repliées depuis leur niveau record de la fin de l'année dernière. ■

Indices comparés de production industrielle

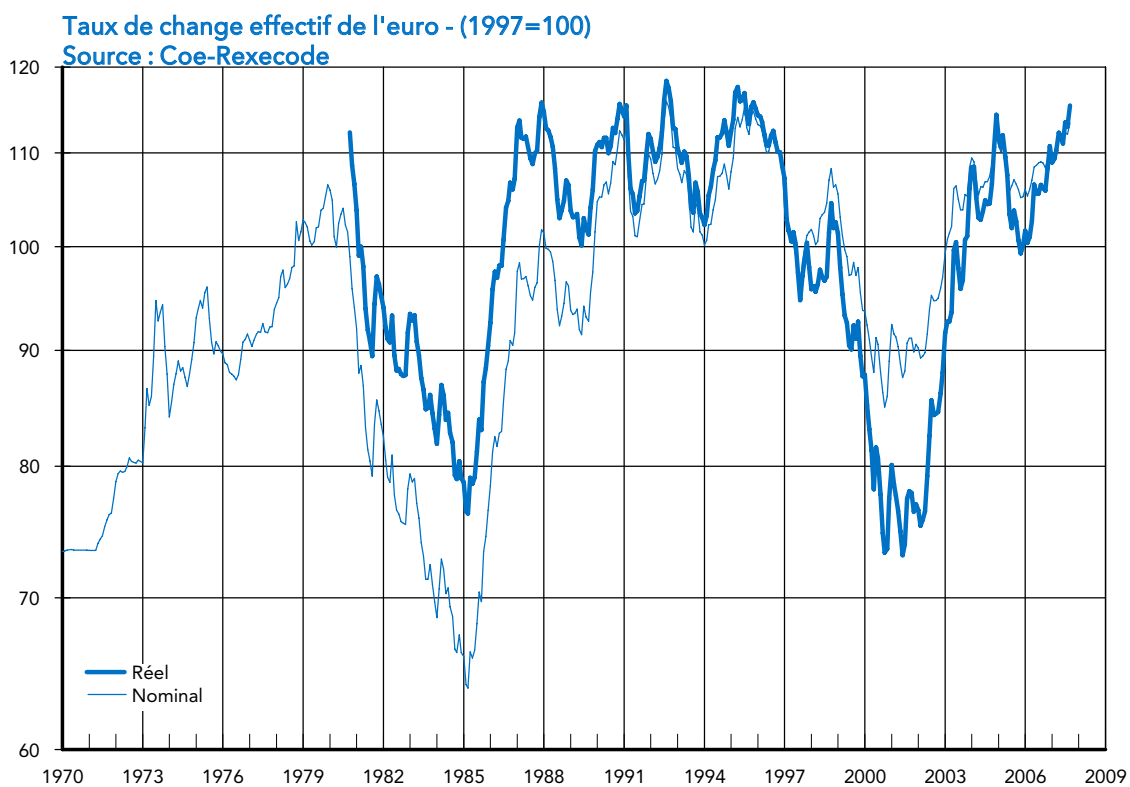
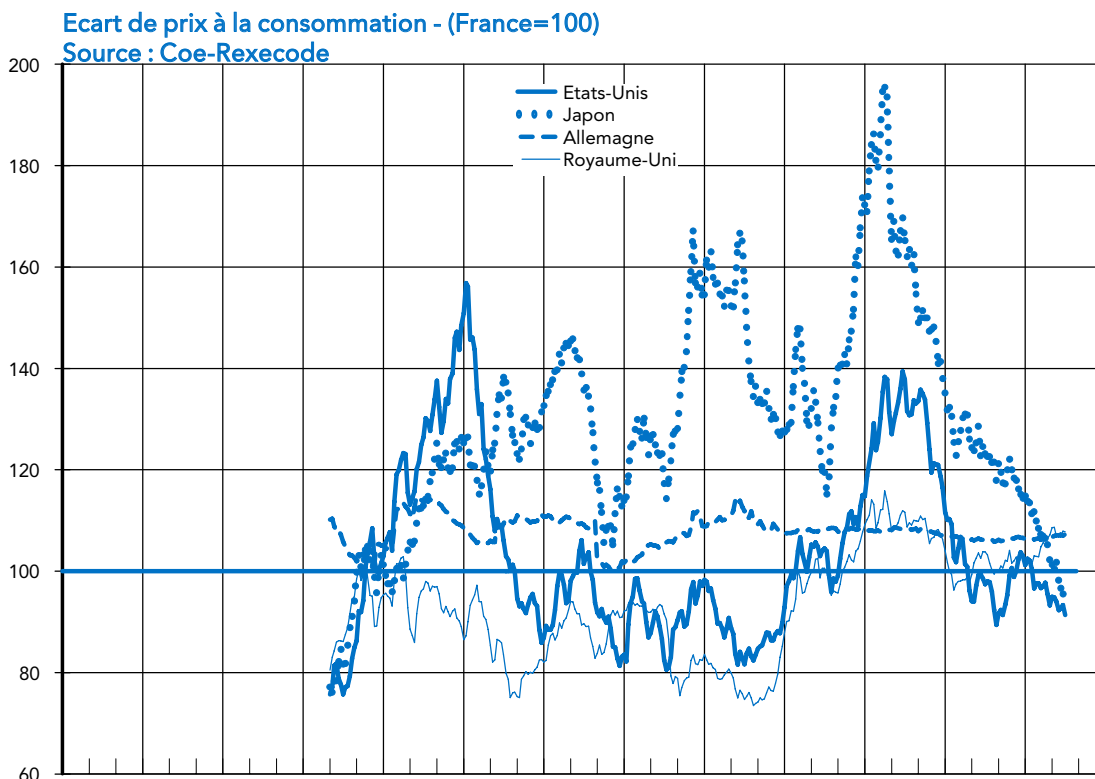


Enquête sur les carnets de commandes globaux

(soldes d'opinion centrés réduits)



Facteurs de la compétitivité - Prix



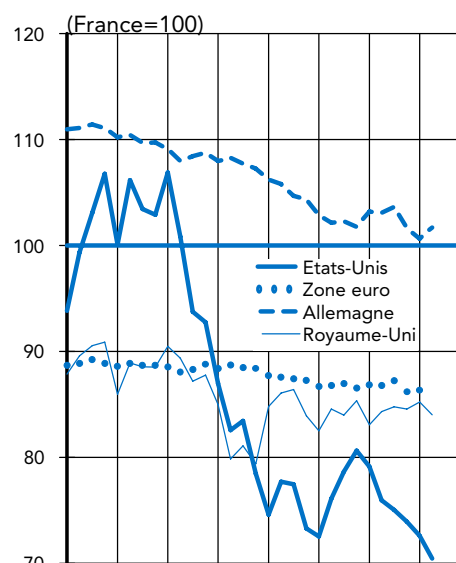
Facteurs de la compétitivité

Les dérives comparées des coûts salariaux horaires sont défavorables à la compétitivité du site français de production et, ce, depuis le début des années 2000. Sur un an, le coût salarial horaire (chargé) a progressé de 3,5 % sur un an en France contre 2,6 % dans l'ensemble de la zone euro et 2,1 % en Allemagne. En l'espace de sept ans, l'avantage de compétitivité que conférait à l'industrie française des coûts salariaux inférieurs de 10 % à ceux observés en Allemagne (soit la situation de 2000) a fondu, les coûts salariaux horaires en France et en Allemagne étant désormais quasiment à parité. De 2000 au deuxième trimestre 2007 (dernier point connu), la progression cumulée des coûts salariaux horaires en France a été de 28,2 % contre 17,1 % en Allemagne et 23,6 % dans l'ensemble de la zone euro. Au sein de cette dernière, seules l'Allemagne et la Belgique conservent des coûts salariaux horaires encore supérieurs à ceux de la France.

Handicapée vis-à-vis de ses concurrentes européennes, l'industrie française a en outre pâti de l'appréciation de l'euro contre le dollar et plus encore contre le yen observée dès le début de l'année 2006, appréciation qui se poursuit. L'écart de coût salarial dans l'industrie en France vis-à-vis du coût dans l'industrie américaine et japonaise s'est fortement accru en défaveur de l'industrie française. Au deuxième trimestre 2007, le coût salarial horaire dans l'industrie en France est ressorti à hauteur de 142 % du coût salarial horaire dans l'industrie américaine et est plus de deux fois supérieur au coût salarial horaire au Japon.

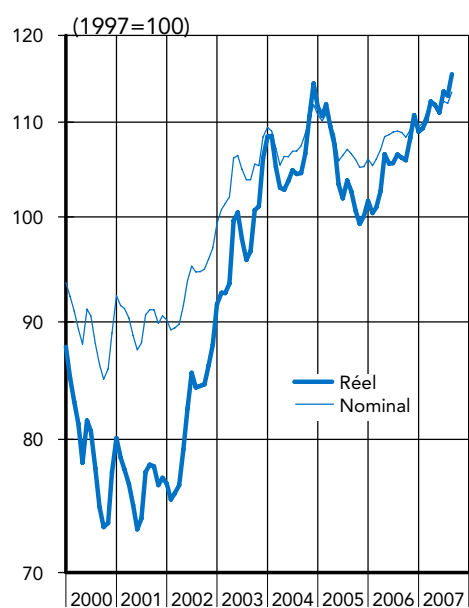
La nouvelle appréciation de l'euro contre la plupart des devises aboutit à ce que le taux de change effectif de l'euro a désormais rejoint ses précédents records à la hausse. Face à ce handicap, les entreprises ont fortement modéré leurs prix à l'exportation, lesquels s'inscrivent à l'indice 100,5 pour une base 100 fixé à 2000, dérive à comparer notamment à la progression de 28,2 % des coûts salariaux horaires intervenue entre temps. ■

Coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière

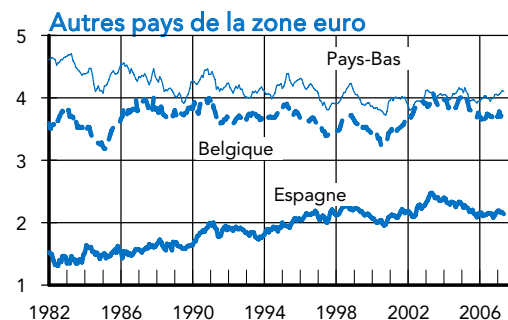
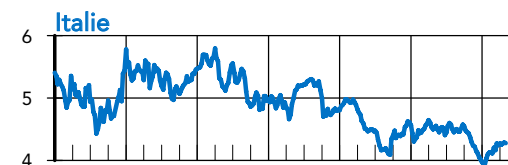
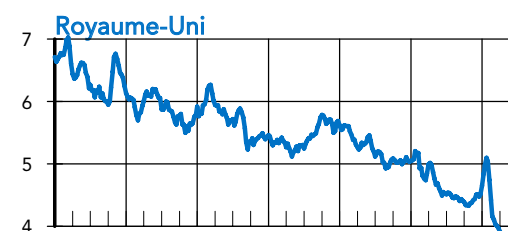
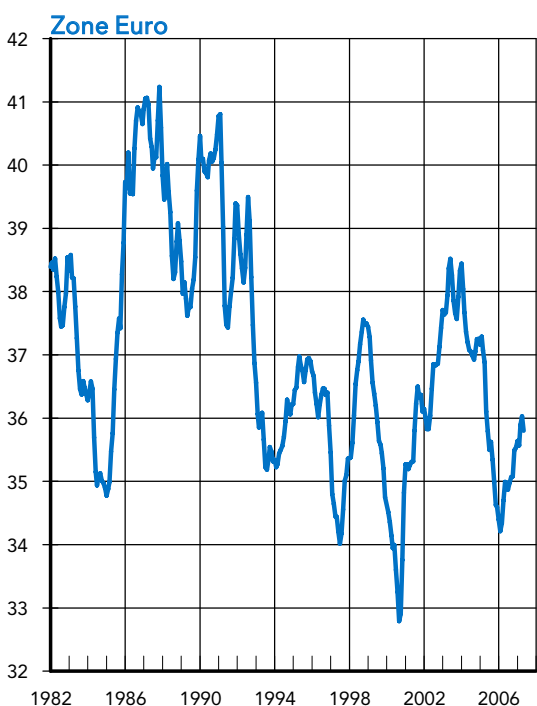
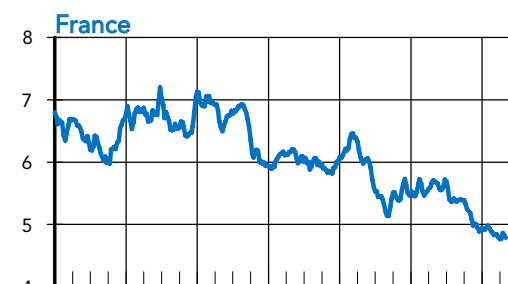
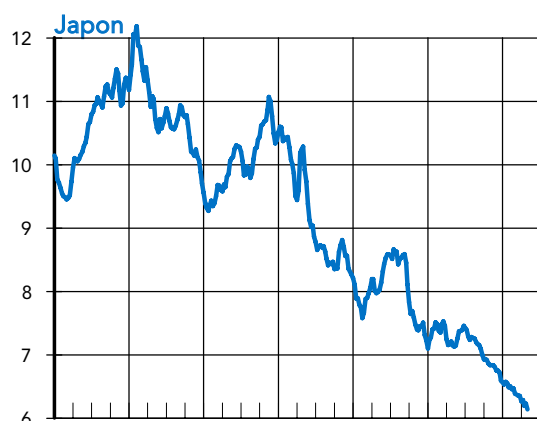
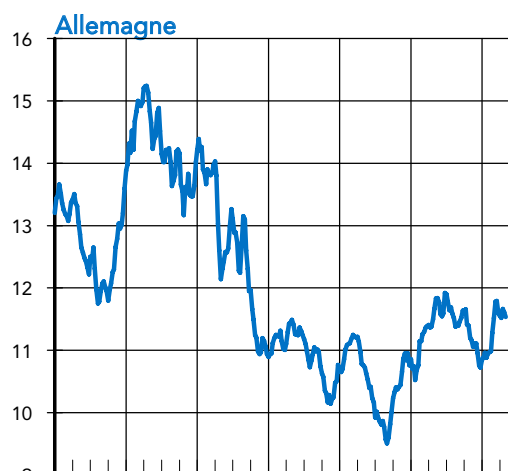
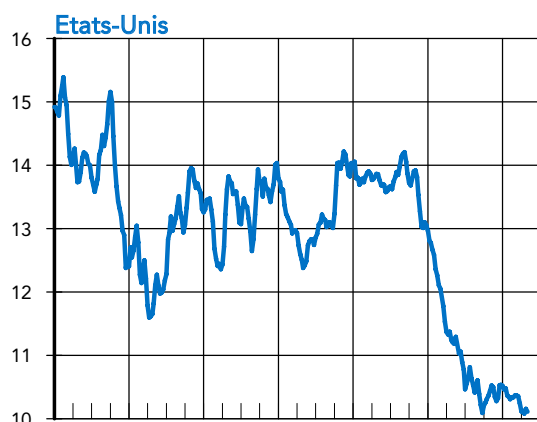


Source : Eurostat

Taux de change effectif réel de l'euro



Part de marché en valeur dans les exportations mondiales* (%)



* 41 principaux pays exportateurs

Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)

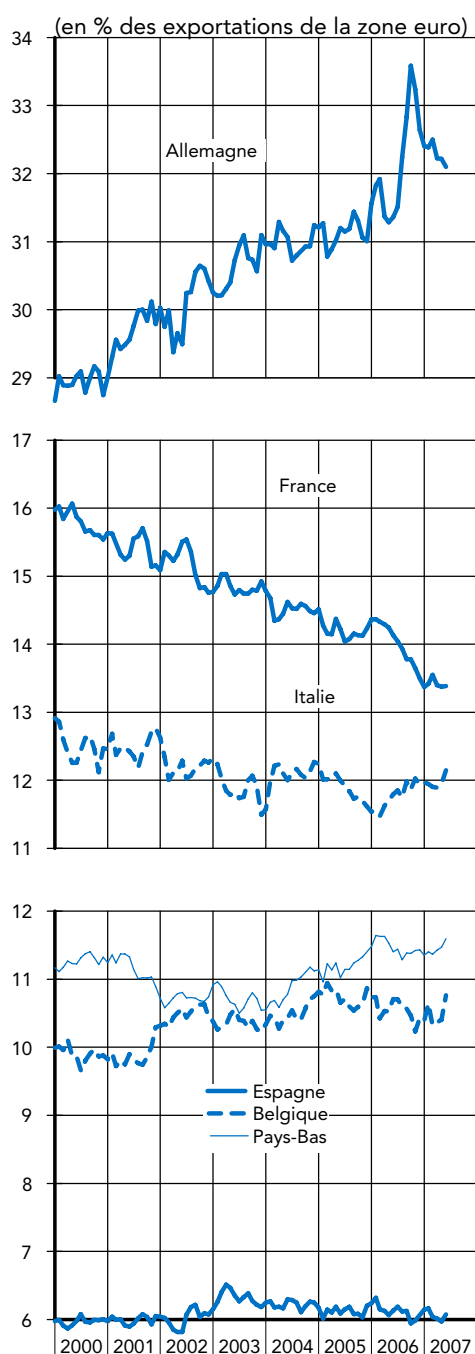
Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales

Les parts du marché mondial détenues par les exportations françaises s'érodent toujours. A l'été 2007, cette part est tombée à 4,7 % contre 5 % début 2006 et 6,2 % en 1998. En comparaison, la part du marché mondial détenue par les exportations de l'ensemble de la zone euro (y compris échanges internes à la zone euro) s'inscrit à l'été 2007 au même niveau que celui observé début 1998.

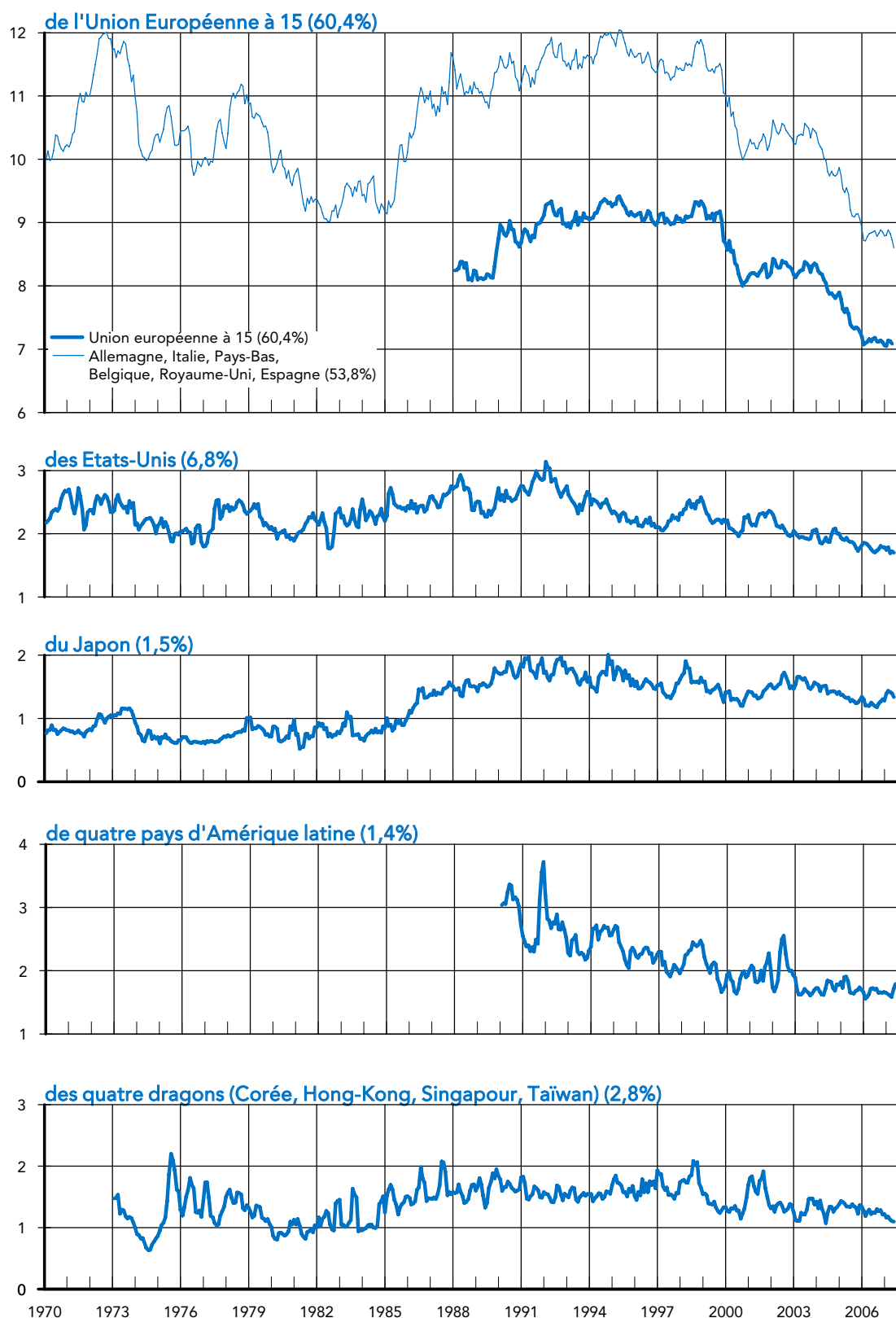
A nouveau, c'est donc surtout en comparaison des performances des autres pays européens que les exportations françaises sont des plus décevantes. Elles ne représentent plus que 13,4 % des exportations européennes en juillet contre 16,8 % en 1998. Ce recul concerne tout autant les échanges au sein de la zone euro que les échanges avec les pays situés hors de la zone euro. Si la part des exportations françaises dans celles de la zone euro, toutes destinations confondues, avait été stabilisée à son niveau de 1998, les premières auraient été d'un montant de 498 milliards d'euros en 2007 contre 397 milliards observés, soit un écart équivalent à 5,6 points de PIB.

Ce recul de la performance relative des exportations françaises s'observe en particulier vis-à-vis de l'Allemagne. A l'été 2007, elles ne représentent plus que 41,7 % des exportations allemandes contre 56,2 % en 1998. Ce constat ne s'arrête toutefois pas à l'Allemagne puisque, de 2000 à 2007, seule l'Irlande a vu ses exportations progresser moins vite que celles de la France au sein de la zone euro. Au total, le recul des performances françaises à l'exportation relativement à celles de l'Allemagne n'explique qu'un peu moins de la moitié des pertes de parts de marché observées par rapport à l'ensemble de la zone euro. C'est bien par rapport à l'ensemble de ses concurrentes européennes que les exportations françaises sont restées en retrait depuis plus de sept ans. ■

Part des exportations de chaque pays dans les exportations de la zone euro



Part des produits français dans les importations totales...



Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)
 Entre parenthèses : poids de chaque zone dans les exportations françaises en 2006

Position des produits français sur les marchés extérieurs

Le taux de pénétration des exportations françaises se stabilise au mieux ou recule sur la plupart des principaux marchés à l'importation. Cette observation reste toutefois tributaire des évolutions des prix relatifs. La hausse des cours des matières premières observée depuis plusieurs années vient en effet gonfler la valeur des importations mondiales de sorte que le poids relatif des exportations des pays ne produisant pas ce type de biens à l'échelle mondiale se trouve amoindri.

Au-delà de cette précaution initiale, le recul des parts de marchés à l'importation de la France paraît particulièrement accusé sur le marché à l'importation de l'Union européenne à 15. Celle-ci est la destination d'environ 60 % de l'ensemble des exportations françaises. A l'été 2007, les exportations françaises vers l'Union européenne à 15 ne représentaient plus que 7,1 % des importations de cette zone contre 9,1 % en 1998. Cette part tend toutefois à se stabiliser depuis près d'un an. Il en va de même de la pénétration du marché américain par les exportations françaises qui tend elle aussi à se stabiliser au niveau historiquement bas de 1,7 %. En revanche, la part des produits français dans les importations japonaises s'est plutôt redressée au cours des derniers mois en dépit de la dépréciation du yen. Elles ne représentent toutefois qu'un peu plus de 1,5 % de nos exportations.

Cette dernière progression est en outre plus que compensée par la poursuite du recul de la pénétration française sur les marchés des principales économies émergentes que ce soit en Asie, ou en Europe de l'est. Au sein de cette dernière, la part des importations en provenance de France est tombée à 4,7 % de l'ensemble des importations contre un point de plus il y a seulement quatre ans. La pénétration des importations latino-américaines par les exportations françaises se stabilise pour sa part à un étiage proche de 1,5 %. ■

Part des exportations françaises dans les importations ...

